

de députés, que l'exercice de cette responsabilité est minimal dans le cas des décrets de remise. Il faudrait faire quelque chose à cet égard. Les libraires trouvent que c'est une véritable épreuve pour eux d'avoir à payer les droits de douane puis de demander un décret de remise pour se les faire rembourser. Beaucoup de nos librairies et de nos maisons d'édition ont des difficultés financières et ne sont pas très heureuses d'être obligées de payer les droits pour être remboursées plus tard.

• (1320)

Je vois qu'il est temps pour moi de terminer, monsieur le Président.

M. Nickerson: Et comment!

M. Hovdebo: Beaucoup de gens ne savent pas vraiment ce que représentent les droits de douane. Le député de Western Arctic (M. Nickerson) admettra, j'en suis sûr, que la plupart des gens ignorent qu'ils paient ces droits qui sont inclus dans le prix des marchandises qu'ils achètent. Ils paient cet impôt caché sans trop se plaindre. Il nous incombe donc, à nous députés, de nous assurer que le montant et les modalités de perception des droits sont équitables et raisonnables. Pour qu'il nous soit possible de le faire, nous avons besoin de plus de temps, pour que les industries et les particuliers aient l'occasion d'exprimer leur opinion sur la manière dont un droit est imposé, sur le montant de ce droit ou même sur l'article du Tarif appliqué à un bien ou un produit particulier.

Comme députés ou comme gouvernement qui décide des droits à imposer, nous avons donc la responsabilité de veiller à l'équité du processus d'imposition quasi-insidieux que représentent des droits de douane qu'on doit payer sans le savoir. Nous devrions prendre le temps nécessaire non seulement au cours de l'examen préliminaire du projet de loi, mais dans les efforts que nous déploierons pour le modifier au comité, afin d'être certains de savoir vraiment ce qui se passe.

[Français]

M. Fontaine: Monsieur le Président, j'ai entendu le député socialiste de Prince-Albert (M. Hovdebo) se référer à une lettre de l'Association de l'industrie automobile dans laquelle on constatait que cette association n'était pas complètement d'accord sur le projet de loi ayant trait au Système harmonisé des douanes. Mais il faut dire, monsieur le Président, et cela aurait dû être dit d'ailleurs par le collègue socialiste, que cette lettre est fondée sur des informations qui sont maintenant désuètes ainsi que sur une mauvaise interprétation du projet de loi, et nous avons pris des mesures pour que des représentants du ministère des Finances communiquent avec les membres de cette association.

Je crois que le député de Prince-Albert aurait dû citer également—puisqu'il a pris la peine de citer une référence préten due négative contre notre projet de loi—les nombreuses associations qui se sont prononcées en faveur de ce projet de loi telles que le *Canadian Association of Customs Brokers*, *Canadian Importers Association*, *Canadian Manufacturers Association*, *Motor Vehicle Manufacturers Association*, *Canadian Association of Provincial Liquor Boards*, *Information Technology Association of Canada*, *Aerospace Industries Association of Canada*, *Canadian Horticultural Council*, *Canadian Fruit Wholesalers Association*, *Canadian Chemical Producers*

Tarif des douanes

Association, Association of Canadian Distillers et Canadian Textiles Institute.

Également, j'aurais aimé entendre mon collègue de Prince-Albert se prononcer sur la position de Bob White, celui qui vit à même les travailleurs de l'automobile, à même leurs cotisations, à même ceux qui bénéficient du libre-échange depuis 1965, puisqu'ils le défendent tellement. Et, finalement, au niveau du libre-échange, j'aurais aimé entendre la référence du député de Prince-Albert sur la position de leur chef ultime, celui qui les paie, celui qui finance leur parti politique, celui qui fait leur publicité à même l'argent gagné sur le libre-échange depuis 1965 dans l'automobile. J'aurais aimé l'entendre se prononcer sur son grand patron ultime, son bailleur de fonds, Bob White.

[Traduction]

M. Hovdebo: Monsieur le Président, peut-être est-ce à cause de la traduction, mais je crois que le député de Lévis (M. Fontaine) ne m'a pas compris. Je n'ai pas dit que l'Association canadienne des industries de l'automobile, qui n'a rien à voir avec le syndicat—c'est une association patronale—et le Nouveau parti démocratique sont contre le projet de loi. On ne met pas du tout en doute la nécessité de procéder autrement dans la codification et le choix de la catégorie dans laquelle un produit devrait entrer. Il faut examiner attentivement les deux énormes volumes qui comptent plus de 3 000 pages. Voilà ce que l'Association demande. Elle ne se montre pas particulièrement réfractaire au projet de loi et nous, de notre parti, ne sommes pas non plus contre l'idée de raffiner dans une certaine mesure la façon de codifier les produits qui traversent la frontière. C'est justement cela qu'on appelle de l'harmonisation et nous croyons que cela aurait dû se faire il y a longtemps. Le député de Lévis se montre très agressif et laisse entendre que l'Association et le Nouveau parti démocratique s'opposent au programme. Nous disons aux députés que nous avons le devoir de veiller à adopter de bonnes lois.

• (1330)

En 1984, le premier ministre et le député lui-même, j'en suis sûr, ont dit à leurs électeurs que, s'ils étaient portés au pouvoir, ils consulteraient la population. C'est tout ce que nous demandons. Consultons les personnes qui s'occupent directement d'importation et d'exportation pour voir si nos propositions ont du sens et si elles demanderaient plus de temps à mettre en oeuvre.

[Français]

M. Fontaine: Monsieur le Président, je vois que le député de Prince-Albert (M. Hovdebo) nous conseille de consulter. C'est justement ce que je viens de mentionner. Notre gouvernement consulte la population au sujet de nos grands projets législatifs alors que le parti socialiste écoute Bob White, son grand financier. Le parti socialiste en écoutant uniquement Bob White est en train de faire un Canada pour Oshawa, où les travailleurs sont bien payés dans le domaine de l'automobile à cause du libre-échange et, n'écoutant que Bob White, ils ne veulent pas que les autres Canadiens de l'Ouest à l'Est bénéficient des mêmes bénéfices qui ont été rendus disponibles par le libre-échange en 1965. Ils sont contre et ils n'ont qu'un seul interlocuteur, celui qui leur donne des ordres, celui qui veut faire un Oshawa et un Canada.